

# Un cessez-le-feu... sous les bombes et les roquettes

Israël et le Hamas défient la communauté internationale et violent la trêve promise de trois heures

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

Israël et le Hamas sont restés sourds aux appels des Nations unies: Gaza était encore à feu et à sang hier alors que les roquettes fusaient toujours au dessus du territoire israélien. Le lendemain de

la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU demandant «un cessez-le-feu immédiat», les espoirs de paix semblaient même accuser un recul important puisque la trêve humanitaire de trois heures promise a été trahie, selon les organisations humanitaires. Les blindés et les avions ont poursuivi

leur pilonnage des positions du Hamas. Intraitable, le premier ministre israélien a jugé «impossible à mettre en œuvre» la résolution 1860 de l'ONU. De son côté, le Hamas a affirmé qu'il ne s'estimait pas «concerné» par la résolution.

Une centaine de cibles palestiniennes ont été

touchées en 24 heures dans la bande de Gaza, selon des sources israéliennes. Malgré les recommandations internationales, les combattants palestiniens ont encore tiré une trentaine de roquettes

VOIR PAGE A 8: CESSEZ-LE-FEU

■ Une coalition manifesterait contre le «massacre» des Palestiniens ■ La poudrière gazaouie > À lire en pages A 2 et B 1

www.ledevoir.com

# LE DEVOIR

Vol. C N° 1

LE SAMEDI 10 ET DIMANCHE 11 JANVIER 2009

2,14\$ + TAXES = 2,75\$



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

## Santé mentale et prison: un mélange explosif

Même si les prisons n'ont pas les ressources pour traiter les problèmes de santé mentale, elles servent d'hôpitaux par défaut à bien des malades. Dans la rue, des intervenants sociaux remuent ciel et terre pour les empêcher d'en arriver là.

ISABELLE PORTER

Québec — La Protectrice du citoyen, Raymonde Saint-Germain, se prépare à rendre public un vaste rapport sur la piètre qualité des traitements offerts par les prisons aux personnes qui ont des problèmes

de santé mentale, a appris *Le Devoir*.

D'après la porte-parole de la Protectrice, Micheline Savoie, il s'agit d'un rapport «volumineux» auquel seront assorties une série de recommandations. Attendu d'ici l'été, le document s'appuie sur une vaste étude commandée au Centre international de criminologie

comparée de l'Université de Montréal.

Cette démarche survient à la suite de deux nouveaux décès liés à ce problème: Claudio Castagnetta à Québec en septembre 2007 et Justin Scott St-Aubin en novembre 2007 à Montréal. Or, au bureau de Mme Saint-Germain, on affirme que ce rapport ne découle pas des dossiers récents de Castagnetta et de St-Aubin, et que la protection des détenus fait partie du mandat de la Protectrice du citoyen.

Le très médiatisé cas de M. Castagnetta avait

fait croire pendant des mois qu'on avait d'abord affaire à un nouveau cas de Taser. Or, le rapport du coroner rendu public début décembre a plutôt pointé du doigt les difficultés persistantes de la police et du système correctionnel à composer avec les cas de santé mentale.

Interpellé dans un dépanneur où il dérangeait les clients, M. Castagnetta, un jeune homme sans passé judiciaire mais en pleine crise, a passé

VOIR PAGE A 6: SANTÉ

■ Connaître la ouate avant d'échouer dans la laine d'acier ■ Le pyjama rayé plutôt que la camisole de force > Pages A 4 et A 5

## Le Devoir +

Deux mille neuf débute sur une note positive pour *Le Devoir* qui, en ce début d'année, propose à ses lecteurs un journal plus complet, d'une tenue graphique améliorée et d'une impression d'une plus grande qualité.

Régulièrement nous avons cherché ces dernières années à améliorer tout à la fois le contenu et la présentation du journal. En dépit de la morosité qui affecte le monde de la presse quotidienne, nous croyons possible au *Devoir* de continuer à faire plus, et mieux.

Plus complet, le journal le sera d'abord grâce à une heure de tombée plus tardive pour l'édition nationale, qui est passée de 20h30 à 22h30. Ce changement permettra d'inclure dans cette édition les nouvelles de dernière heure, les résultats des matchs de sport se déroulant en soirée et à certaines occasions le compte-rendu et les critiques

VOIR PAGE A 8: DEVOIR

### INDEX

Actualités..... A 2	Idées..... B 5
Annonces..... C 7	Monde..... C 6
Avis publics.. C 6	Mots croisés. D 5
Bourse..... C 2	Météo..... C 6
Carrières..... C 5	Perspectives.. B 1
Décès..... C 7	Rencontres... D 4
Économie..... C 1	Sports..... C 8
Éditorial..... B 4	Sudoku..... C 7

## Des pertes d'emplois partout

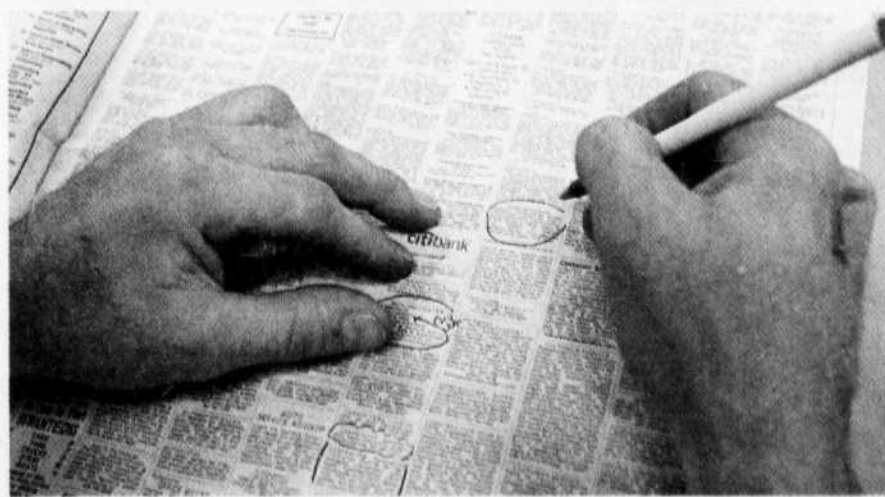
34 000 postes en moins au Canada en décembre, 525 000 aux États-Unis

FRANÇOIS DESJARDINS

Le marché du travail s'est tenu debout autant que possible en 2008, mais les données publiées hier, qui traduisent un effondrement dans la construction et des difficultés dans le commerce, montrent qu'il ne résiste

plus à la récession nord-américaine. Alors que l'économie canadienne a perdu 34 000 postes en décembre, les pertes au Québec ont atteint 9400 emplois, un chiffre qui aurait été plus élevé s'il n'y avait pas eu de campagne électorale pour

VOIR PAGE A 8: EMPLOIS



AGENCE FRANCE-PRESSE

Au chapitre de l'emploi, les États-Unis ont connu leur pire année depuis 1945.

■ L'éditorial de Jean-Robert Sansfaçon, page B 4

Les Presses de l'Université de Montréal



Sous la direction de François Béland, André-Pierre Contandriopoulos, Amélie Quesnel-Vallée et Lionel Robert

www.pum.umontreal.ca

Université de Montréal

# LES ACTUALITÉS



Le président de la Ligue des droits et libertés, Dominic Peschard, la porte-parole de la Coalition élargie pour la justice et la paix en Palestine, Zhaia El Masri, et la présidente de la CSN, Claudette Carboneau, manifesteront aujourd'hui contre les frappes israéliennes dans la bande de Gaza.

EN BREF

## Le centre-ville dans l'eau

Un autre dur retour à la maison pour les automobilistes hier, alors que le bris d'une conduite d'eau a forcé la fermeture du boulevard René-Lévesque entre les rue Amherst et Alexandre-De-Sève. Les milliers de litres d'eau issus de l'importante fuite, survenue en fin d'après-midi coin Sainte-Catherine et Beaudry, ont suivi la pente sud des rues Beaudry, Panet et de La Visitation. Le temps froid a compliqué le travail des services d'urgence puisque que la nappe d'eau a commencé à geler après que les vannes eurent été fermées pour permettre le colmatage. Les résidents du secteur ont été privés d'eau, et un immeuble de 24 logements dont le stationnement souterrain était inondé a dû être évacué par mesure de prévention. Des bris de moindre envergure sont également survenus coin Saint-Laurent et Viger, ainsi que dans le tunnel Atwater. — *Le Devoir*

## Zampino chez Dessau

L'ancien président du comité exécutif de la Ville de Montréal Frank Zampino vient d'être embauché par la firme d'ingénierie Dessau, a révélé hier *La Presse*. M. Zampino occuperait la direction financière de cette firme, qui bénéficie de très nombreux contrats avec la Ville de Montréal. Dessau est dirigée par Jean-Pierre Sauriol, qui fréquente les cercles restreints qui gravitent autour des politiciens. Outre M. Zampino, Dessau a embauché l'année dernière l'ancien organisateur du Parti libéral du Québec Benoit Savard à titre de vice-président principal, responsable des relations gouvernementales. — *Le Devoir*

## Cabinet fantôme

Québec — La chef du Parti québécois, Pauline Marois, a présenté hier sa nouvelle équipe parlementaire. Son cabinet fantôme sera composé de 39 élus. Parmi eux, la députée de Rosemont, Louise Beaudoin, qui sera porte-parole en matière de relations internationales et de francophonie. Son collègue de Chicoutimi, Stéphane Bédard, sera responsable du dossier de la réforme des institutions démocratiques, et le député de Vachon, Camil Bouchard, s'occupera des relations avec les Premières Nations, d'immigration et des communautés culturelles. C'est au député de Lac-Saint-Jean, Alexandre Cloutier, qu'échoient les affaires intergouvernementales canadiennes. Son collègue de Borduas, Pierre Curzi, sera porte-parole en matière d'éducation primaire et secondaire et de langue, alors que Maka Kotto, député de Bourget en fera autant en matière de culture et communications. Bernard Drainville, député de Marie-Victorin, conserve le dossier de la santé et François Legault, député de Rousseau, celui de l'économie et des finances. Le député de l'Assomption et ancien chef du Parti vert du Québec, Scott Mckay, deviendra porte-parole en matière de développement durable. Stéphane Bédard assume la fonction de leader de l'opposition officielle et Nicole Léger, députée de Pointe-aux-Trembles, celle de whip en chef. — *La Presse canadienne*

# Une coalition manifesterait contre le « massacre » des Palestiniens

## Le Comité Québec-Israël déplore qu'on ne parle pas des victimes israéliennes

ALEXANDRE SHIELDS

Les bombes pleuvent toujours sur la bande de Gaza, tuant chaque jour plus de Palestiniens. Une large coalition d'organismes québécois «pour la justice et la paix» entend donc manifester aujourd'hui à Montréal pour dénoncer ce «massacre», mais aussi la position canadienne dans ce conflit. Un message décrié par le Comité Québec-Israël, qui estime que le regroupement ne condamne pas le Hamas avec suffisamment de fermeté.

«Nous demandons à nos concitoyens de faire pression sur leurs représentants pour que ça bouge, pour qu'on ait de l'effet, parce que le silence aussi, ça tue. Nous ne devons pas rester silencieux face à cette crise», a résumé Zhaia El Masri, porte-parole de la coalition, qui regroupe notamment la Fédération des femmes du Québec, la Ligue des droits et libertés, Québec solidaire et les trois grandes centrales syndicales de la province.

Les manifestants, qui se réuniront en début d'après-midi au square Dorchester, exigent «l'arrêt de l'agression israélienne contre la population

et le retrait de l'armée israélienne du territoire de Gaza», mais aussi «l'arrêt des tirs de roquettes par le Hamas sur la population civile israélienne et la fin du blocus de Gaza par Israël». Ils demandent de plus «un cessez-le-feu immédiat et complet» et «l'ouverture de la frontière égyptienne pour permettre l'acheminement constant de l'aide humanitaire à la population de Gaza».

Les membres de la «Coalition élargie pour la justice et la paix en Palestine» réclament en outre «le respect par Israël du droit international». Ce droit international comprend, selon eux, le droit de retour pour les réfugiés et la fin de l'occupation des territoires palestiniens, deux demandes déjà formulées dans des résolutions de l'ONU. Ils souhaitent enfin le démantèlement des colonies de peuplement juif et la démolition du «mur de la honte» construit par l'État hébreu pour séparer la Cisjordanie du reste du territoire.

Le Comité Québec-Israël n'a pas tardé à réagir, dénonçant «la faillite morale» de la coalition formée par des syndicats, des ONG et Québec solidaire «avec des éléments des Frères musulmans

dont est issu le Hamas». Par voie de communiqué, le groupe a soutenu que «la coalition se garde bien de manifester la moindre empathie pour les hommes, les femmes et les enfants israéliens contraints de se terrer plusieurs fois par jour depuis des années dans des abris antibombes».

«Par leur mutisme sur les crimes de guerre du Hamas, tant à l'endroit des Israéliens que des Palestiniens, a ajouté le directeur général du Comité Québec-Israël, Luciano G. Del Negro, ces syndicats et Québec solidaire trahissent la tradition humaniste du mouvement syndical et de la gauche démocratique et se font, une fois de plus, comme avec le Hezbollah en 2006, les alliés objectifs d'une organisation djihadiste qui cible délibérément les civils israéliens et réduit cyniquement la population palestinienne à des boucliers humains.»

Outre Montréal, des manifestations en appui à la population palestinienne de Gaza se tiendront aujourd'hui dans plusieurs villes canadiennes, dont Québec, Ottawa, Toronto, Calgary et Vancouver.

*Le Devoir*

# Des Canadiens se préparent à rentrer au pays après leur évacuation de la bande de Gaza

Ottawa — Quarante-huit Canadiens ayant répondu à l'appel d'évacuation de la bande de Gaza ont été transportés en autocar jusqu'à Amman, en Jordanie, où ils ont reçu hier l'aide de l'ambassade pour préparer leur retour au pays.

Le ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, a fait savoir par sa porte-parole que le Canada avait organisé l'évacuation de Gaza, s'occupant des autorisations au nom de 20 ambassades pour quelque 200 étrangers souhaitant quitter les lieux des affrontements entre les

troupes israéliennes et les militants du Hamas.

La porte-parole, Natalie Sarafian, a indiqué que le Canada et les autres ambassades ont assumé les coûts du transport en autocar.

En tout, 59 Canadiens étaient enregistrés auprès des autorités consulaires de la région. Certains d'entre eux auraient décidé de rester sur les lieux, tandis que d'autres ne se sont pas présentés au moment de l'évacuation.

Israël a lancé son offensive sur le territoire palestinien le 27 décembre dans le but de faire

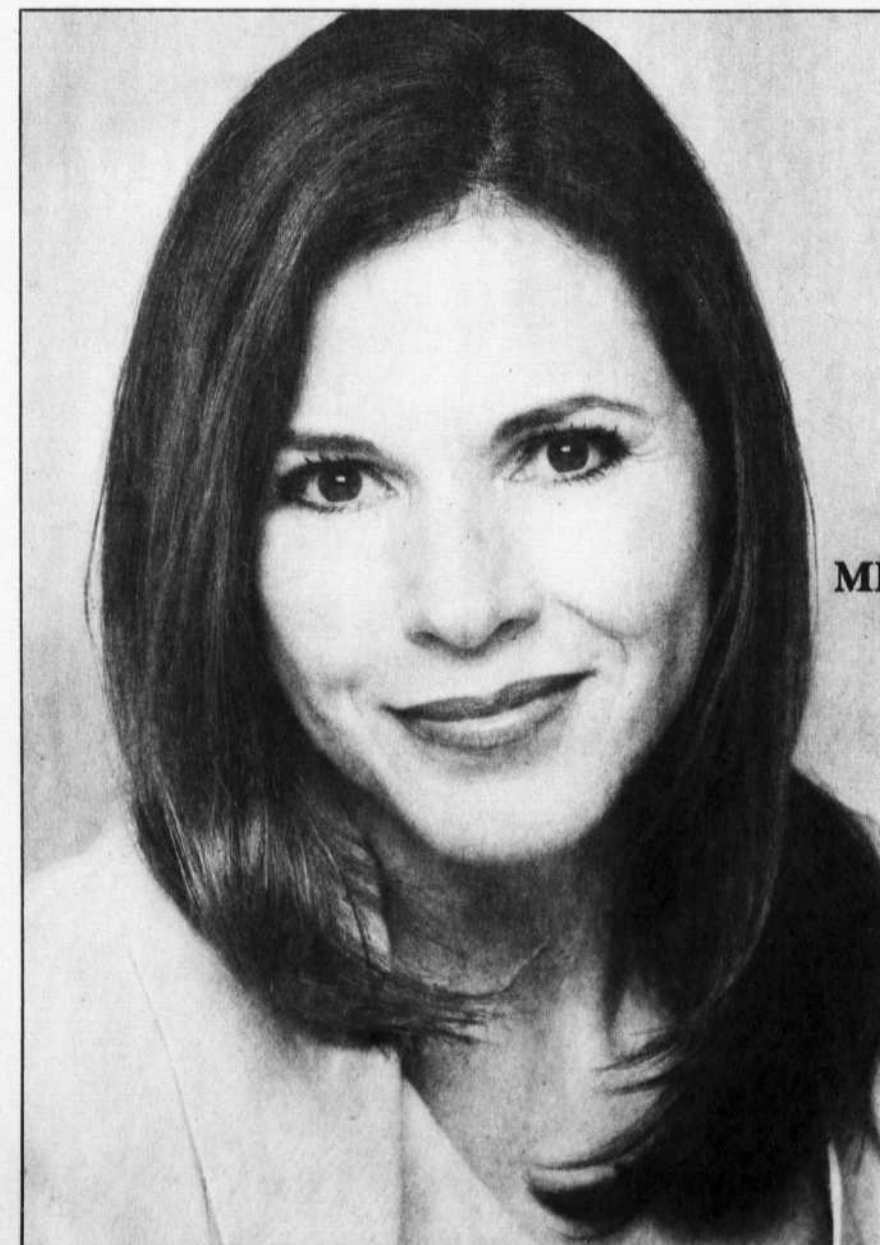
cesser les attaques à la roquette sur ses villes du sud. Près de 800 Palestiniens — dont la moitié étaient des civils, selon les autorités de la région — et 10 Israéliens sont morts dans les affrontements.

Le gouvernement fédéral suggère depuis l'an 2000 aux Canadiens de ne pas se rendre à Gaza, et presse ceux qui s'y trouvent actuellement de quitter les lieux.

*La Presse canadienne*

## Ignatieff ratrape Harper

Ottawa — Un nouveau sondage indique que les libéraux auraient à nouveau le vent dans les voiles depuis que Michael Ignatieff est à la barre du parti. L'enquête Nanos Research, dont les résultats ont été remis à *La Presse canadienne*, laisse croire que les libéraux sont désormais à égalité avec les conservateurs dans l'opinion publique. L'appui au Parti libéral du Canada (PLC) se situe à 34 %, soit un point de plus que ce que recueillent les conservateurs et en hausse de 8 points par rapport à la débâcle du parti aux élections générales du 14 octobre, lorsque le PLC était sous la gouverne de Stéphane Dion. Selon le sondage, la remontée des libéraux est particulièrement marquée au Québec, où le parti est désormais en tête avec 39 % d'appuis, contre 29 % pour le Bloc québécois, 17 % pour les conservateurs et 14 % pour le Nouveau Parti démocratique. — *La Presse canadienne*



Si ce n'est plus un jeu...

Pour la plupart des gens, les jeux de hasard sont une façon de se divertir. Mais si on n'arrive plus à se contrôler et qu'on a envie de continuer, même quand on a vidé ses poches, en pensant que ça va finir par payer...

IL Y A DE L'AIDE QUI EXISTE.

MISE SUR TOI.



Jeu : Aide et référence 1 866 SOS-JEUX

misesurtoi.ca

# ACTUALITÉS

Mort de Fredy Villanueva

## Des accusations pourraient encore être portées

ROLLANDE PARENT

Il n'est pas exclu que des accusations criminelles découlent de l'enquête du coroner sur la mort violente de Fredy Villanueva.

Cette enquête, qui sera présidée par le juge Robert Sansfaçon, s'amorcera le 16 février au centre judiciaire Gouin et doit durer trois semaines environ.

«Je vais être coroner au sens de la Loi sur la recherche des causes et circonstances du décès et je n'ai pas le droit dans mon rapport d'indiquer qu'il y a des responsabilités civiles ou criminelles. Cependant, il est clair que le Directeur aux poursuites criminelles et pénales [Louis Dionne] va sûrement y être personnellement représenté ou qu'ils vont auditionner le tout», a avancé le juge Sansfaçon hier, dans un entretien téléphonique.

«Il est évident qu'une décision d'un substitut du procureur de la Couronne n'est jamais totalement définitive», a fait valoir le magistrat.

«C'est très théorique ce que je dis là. J'ai été procureur de la Couronne pendant 15 ans, procureur-chef dans diverses régions, j'ai fait l'enquête du coroner à La Malbaie [en 1987] où les décisions ont été prises postérieurement à l'enquête ou non des accusations», a ajouté le juge Sansfaçon.

L'enquête en question portait sur la mort de Gaston Harvey, survenue après son arrestation par la Sûreté du Québec lors d'une manifestation à Pointe-au-Pic, tout près de La Malbaie. Il n'y avait finalement pas eu d'accusations criminelles dans ce cas.

Au début de décembre dernier, le substitut du procureur de la Couronne François Brière a fait savoir qu'aucune accusation criminelle ne sera portée contre le policier qui a tiré sur Fredy Villanueva, le 9 août dernier dans l'arrondissement de Montréal-Nord. Cette décision a été prise à la suite d'une étude de deux mois et d'un examen de l'enquête menée sur cet événement par la Sûreté du Québec.

«Ce que le substitut a dit est: vous m'avez soumis un rapport et, d'après les éléments qu'il contient, j'en arrive à cette conclusion», analyse le juge Sansfaçon, qui n'a toutefois pas voulu aller plus loin.

L'enquête sur les événements violents de Montréal-Nord pourrait durer trois semaines, à raison de cinq jours par semaine, au moins pour la première semaine. «On espère un certain déroulement, une certaine durée, que tout va bien aller. Mais on s'ajustera en fonction des événements», a dit le juge.

Le premier jour, soit le 16 février, il y aura dépôt de documents et de divers éléments.

«On va tout faire entendre, tout faire voir. Cette mise en place ne devrait pas être tellement longue, probablement pas toute la première journée. Les témoins vont suivre. Je veux mettre en preuve tout ce qui est pertinent», a-t-il indiqué.

D'ici là, l'assistant du juge Sansfaçon, M<sup>e</sup> François Daviault, va poursuivre ses rencontres avec les témoins.

La Presse canadienne



KATHLEEN LÉVESQUE

Le Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) enquête depuis plus d'un an sur la disparition d'isotopes médicaux qui auraient bénéficié à une clinique privée.

Selon ce qu'a appris *Le Devoir*, c'est en septembre 2007 que des médecins du département de médecine nucléaire ont officiellement sonné l'alarme auprès de la direction de l'hôpital. Selon les informations recueillies, les plaignants soulevaient dans leur lettre de nombreuses questions sur ce qui semblaient être des irrégularités: isotopes médicaux manquants, transferts vers une clinique privée, utilisation du personnel du CHUM à des fins privées. D'autres problèmes, de nature administrative notamment, auraient été montrés du doigt, sans compter l'inquiétude devant l'impact de la situation sur les activités cliniques.

Le printemps suivant, le directeur du département de médecine nucléaire du CHUM, le D<sup>r</sup> Raymond Taillefer quittait son poste. «Avec l'atmosphère qui régnait dans le département et la suspicion qui s'était installée, il est parti», a expliqué Serge Leblanc, directeur général par intérim.

Ce dernier ne cachait pas son malaise d'aborder ce délicat dossier. Jusqu'en mai dernier, M. Leblanc était le directeur des services hospitaliers du CHUM et à ce titre, responsable de la médecine nucléaire. Dans la hiérarchie administrative, le département du D<sup>r</sup> Taillefer était donc sous l'égide de Serge Leblanc. «J'aime mieux me garder loin de ça», a-t-il dit, tout en confirmant qu'une «fiote d'isotopes a disparu».

Alertée, la direction du CHUM a cherché à faire la lumière sans toutefois ébruiter l'affaire sur

la place publique. «Il y a eu des allégations de fraude ou de malversation et le directeur général qui était à l'époque le D<sup>r</sup> Denis Roy a demandé qu'une enquête soit menée», a affirmé hier Lucie Dufresne, de la direction des communications.

Ainsi, une équipe de juricomptables de la firme KPMG a été mandatée pour analyser de fond en comble ce dossier. Au fil des mois, on a suivi la trace de documents, saisi des ordinateurs et recueilli des témoignages.

Le CHUM attend le rapport final de KPMG d'ici quelques jours. Déjà, des sources proches du dossier indiquent que «les questions des plaignants étaient légitimes». Le rapport sera analysé par le contentieux de l'hôpital avant d'être déposé au conseil d'administration. La prochaine séance du conseil d'administration est prévue le 20 janvier.

Serge Leblanc a indiqué quelques jours avant Noël qu'il «est difficile de trouver des preuves», ce qui expliquerait que le dossier n'a toujours pas été clarifié. «Cela achève, mais je trouve que c'est long», reconnaissait-il.

Les isotopes médicaux sont utilisés pour diagnostiquer ou traiter des cancers, ainsi que des maladies cardiaques. Depuis plus d'un an, l'approvisionnement en isotopes connaît des hauts et des bas partout au pays et à l'étranger. À l'automne 2007, la fermeture de la centrale Chalk River, en Ontario, qui produit la moitié de tous les isotopes médicaux dans le monde, avait même provoqué une crise politique à la Chambre des communes. En décembre dernier, les stocks de cette matière radioactive étaient très bas, obligeant les hôpitaux à revoir leurs façons de faire (prioriser les cas urgents ou devancer les rendez-vous, par exemple).

## Disparition mystérieuse d'isotopes au CHUM

Le directeur du département de médecine nucléaire a démissionné après une série d'incidents

ARCHIVES REUTERS

La médecine nucléaire est un secteur de la santé très spécialisé dont l'équipement coûte très cher. Quelques rares cliniques privées offrent des services de ce type. La clinique Imatch, située au centre-ville de Montréal et dirigée par le D<sup>r</sup> Raymond Taillefer, est l'une d'elles. Le D<sup>r</sup> Taillefer a fondé Imatch en 2000 tout en poursuivant ses activités de médecin au CHUM. Il en était co-proprétaire jusqu'en 2006. Le Groupe Santé Medisys en a alors fait l'acquisition.

En 2004, le D<sup>r</sup> Taillefer s'était retrouvé plongé dans une controverse politique. Le Parti québécois avait révélé à l'Assemblée nationale que le département de médecine nucléaire du CHUM offrait à ses patients de payer 2500 \$ pour obtenir un examen de tomographie (TEP) réalisé par Medisys en utilisant l'équipement de l'hôpital. Un contrat en bonne et due forme encadrait le tout.

Le D<sup>r</sup> Taillefer justifiait son initiative devant l'ineptie du gouvernement à doter les hôpitaux d'une technologie de pointe nécessaire aux patients cancéreux. «En bon gestionnaire, je faisais donc face à un choix: ne pas faire fonctionner l'appareil faute d'argent ou faire preuve de créativité et trouver les sommes nécessaires pour que les patients puissent bénéficier de cette technologie le plus rapidement possible», écrivait-il à l'époque dans *Le Devoir*.

Le ministre de la Santé d'alors, Philippe Couillard, était intervenu pour mettre fin à cette pratique. Ironie du sort, M. Couillard est aujourd'hui associé au fonds d'investissement en santé Persistence Capital Partners, qui chapeaute les cliniques Medisys.

Il a été impossible hier de parler au D<sup>r</sup> Taillefer.

Le Devoir

## Couillard: des règles auraient été enfreintes

Le commissaire au lobbying, André C. Côté, mènera une enquête sur certaines activités qu'ont menées des lobbyistes auprès de l'ancien ministre de la Santé Philippe Couillard lorsque celui-ci exerçait ses fonctions officielles.

En entrevue à Radio-Canada, un porte-parole du commissaire, Pierre Morin, a déclaré que «le commissaire a des motifs raisonnables de croire qu'il y a eu des manquements ou qu'il a pu y avoir des manquements à la Loi sur l'éthique et la transparence en matière de lobbying».

M. Côté enquêtera plus particulièrement sur les contacts entre l'ancien ministre et la firme

Persistence Capitals Partners (PCP), un fonds d'investissement privé en santé, peu de temps avant que cette entreprise n'engage M. Couillard. Le commissaire a conclu que des lobbyistes non inscrits au registre officiel avaient eu des contacts d'influence auprès de M. Couillard.

M. Couillard avait reconnu, lors d'un entretien accordé à *La Presse*, en août, avoir eu des contacts avec son futur employeur avant de démissionner de son poste de ministre. Il affirmait alors n'avoir eu que des conversations «générales» avec PCP.

La Presse canadienne

## 35 ANS Invitation toute spéciale!

VENEZ CÉLÉBRER LES 35 ANS DU CENTRE ST-PIERRE  
LE 28 JANVIER 2009 • 19 h • SOIRÉE-ÉCHANGE

« OÙ EN SOMMES-NOUS AU QUÉBEC AVEC LA LUTTE À LA PAUVRETÉ ET À L'EXCLUSION ? »

**INVITÉS**  
Nancy Burrows, COORDONNATRICE, Fédération des femmes du Québec  
Pierre Laliberté, CONSEILLER POLITIQUE, FTQ  
Nancy Neamtan, PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE, Le Chantier de l'économie sociale  
Ian Renaud-Lauzé, RESP. ANIMATION POLITIQUE, Collectif pour un Québec sans pauvreté

ANIMATION : GÉRALD LAROSE

Entrée libre

1212, rue Panet • Montréal (Québec) H2L 2Y7 • Beaudry • 514.524.3561 • www.centrestpierre.org

Cours d'anglais

**Vous parlez mieux l'anglais que vous ne le pensez!**

Ensemble, mettons vos connaissances à profit. Vous vous sentirez entièrement à l'aise au travail, lors de vos voyages ou de vos activités sociales.

Notre vaste expérience dans l'enseignement de l'anglais et nos activités dans les relations publiques et les arts nous permettront d'élaborer un programme adapté à vos besoins individuels.

JUDITH CUTLER, B.A. (MCGILL), certificat d'enseignement de l'anglais langue seconde (Cambridge). Enseignement à l'échelle internationale. Diverses fonctions administratives au théâtre Centaur (Montréal). Relations gouvernementales (Ottawa).

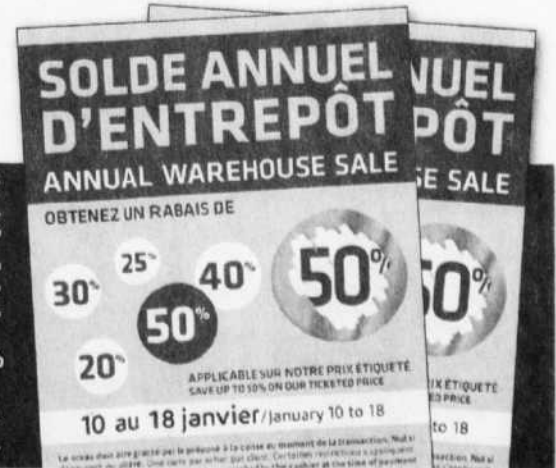
KEIR CUTLER, B.A. (MCGILL), diplôme (École nationale de théâtre du Canada), M.A., Ph.D. (Wayne State, Michigan). Auteur/acteur lauréat, professeur d'anglais expérimenté.

Renseignements: 514-938-2802

## SOLDE ANNUEL D'ENTREPÔT DANS TOUS NOS MAGASINS

JUSQU'À 50% DE RABAIS

SUR PLACE  
+ GRATTEZ  
ET OBTENEZ  
20% 25% 30% 40% 50%  
de rabais sur notre prix étiqueté  
sur tout en magasin incluant les articles déjà en solde.



SAM 10 JANVIER	DIM 11 JANVIER	LUN 12 JANVIER	MAR 13 JANVIER	MER 14 JANVIER	JEU 15 JANVIER	VEN 16 JANVIER	SAM 17 JANVIER	DIM 18 JANVIER
----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------

## 9 JOURS SEULEMENT

**Bovet**

ÉLÉGANCE POUR L'HOMME ACTUEL

WWW.BOVET.CA

MONTREAL 4475, boulevard Métropolitain Est, sortie 76 Viau  
QUÉBEC Place Sainte-Foy (Espace Nord)

MONTREAL CENTRE-VILLE Complexe Desjardins OUEST  
Centre Rockland, Fairview Pointe-Claire LAVAL Carrefour Laval  
RIVE-NORD Place Rosemère JOLIETTE Galeries Joliette  
RIVE-SUD Promenades Saint-Bruno, Quartier DIX30

## DOSSIER

# Connaître la ouate avant de se frotter à la laine d'acier



Sylvie Hudon a passé un mois chez PECH et elle vient juste de déménager dans son nouvel appartement, tout comme Richard Jacob

Pendant deux nuits en décembre, *Le Devoir* a suivi les intervenants de PECH sur le terrain. Du bar d'un motel à une gare d'autobus en passant par un centre de ressourcement religieux, les personnes rencontrées avaient toutes en commun le fait d'être particulièrement difficiles à aider.

ISABELLE PORTER

Québec — Le téléphone a sonné à minuit. Les policiers ont résumé la situation à Denis Tremblay, intervenant au PECH, le Programme d'encadrement clinique et hébergement, un organisme communautaire de Québec, et le voilà parti. «C'est une femme dans la cinquantaine, elle semble avoir un problème de santé mentale, elle traîne dans le bar de l'hôtel depuis 6 heures, mais elle n'a rien pris. Elle quête de l'argent. On pense qu'elle aurait eu une chicane avec un gars.»

À notre arrivée, les policiers sont partis mais le collègue de Denis ainsi qu'une employée de l'hôtel discutent avec la dame dans un bureau. «J'ai compris pas pourquoi j'me fais chier de même. J'ai jamais fait de mal à personne. Pourquoi chus toujours

dans/marde?» lance la dame en sanglotant. Ses ongles sont sales, sont regard fuyant et elle tient solidement les bretelles de son sac à dos.

Elle répète qu'elle s'est fait battre par un «ami». L'employée de l'hôtel, qui a déjà eu affaire à elle, semble en douter. «J'ai failli me faire tuer!» répète la malheureuse. On comprend que le présumé coupable l'hébergeait et qu'elle n'a plus d'endroit où dormir. La dame a un retard mental et elle prend des médicaments contre l'angoisse. Elle dit qu'elle a quitté l'hôpital psychiatrique il y a six ans, qu'elle n'a pas mangé depuis deux jours, qu'elle a déjà dormi dehors.

Après avoir fait le tour de la situation (possibilités d'hébergement, médicaments, curatelle, psychiatre, possibilité d'appeler de la famille ou des amis), les deux intervenants s'entendent pour lui laisser le lit «d'urgence» de leur maison d'héber-

gement. La dame est visiblement ravie. Trop peut-être. «La même chose s'est produite il y a trois semaines, elle ne peut pas faire ça tout le temps», nous explique Denis. Les dossiers de PECH révèlent que «personne ne veut d'elle» et que son nom est «baré» dans plusieurs refuges. Elle a une curatrice, une travailleuse sociale et un psychiatre, mais ses problèmes persistent.

«C'est un beau cas de désinstitutionnalisation qui ne trouve pas sa place. Ce sont des gens qui restent pris dans les mailles du système. Il y a des ratés, mais ça ne veut pas dire que tout le système est pourri», explique Denis.

## Nulla part où aller

Lors de notre deuxième soir de vigile, le lendemain de Noël, Denis et sa partenaire Guylaine ont eu affaire à un cas bien particulier. Les policiers avaient dû intervenir dans un hôtel où on venait d'expulser un vieil homme en chaise roulante qui n'avait ni argent ni endroit où aller. Il s'était rendu à Québec pour faire une surprise à sa fille. Or, cette dernière refusait de l'accueillir et le monsieur ne pouvait plus se déplacer seul parce que les batteries de sa chaise roulante étaient mortes.

Incapables de trouver un hébergement et encore moins un transport adapté, les policiers avaient passé 40 minutes à le pousser jusqu'à la gare de bus la plus proche. Lors de notre arrivée, ils rechargeaient la batterie de sa chaise dans un couloir de la gare. «Ça fait cinq heures qu'on essaie de trouver quelque chose pour le monsieur, a lancé l'un des policiers à notre arrivée. Sans vous, on n'avait plus rien à faire.»

Le monsieur sentait fort l'urine et n'avait pas mangé, mais il avait toute sa tête. De concert avec les policiers, PECH a décidé tout simplement de payer son billet de retour vers Montréal, après s'être bien assuré qu'il pourrait ensuite se débrouiller. L'homme s'est engagé à rembourser. «C'est une mauvaise chance que vous avez eue», de lui dire Denis. Pendant ce temps, sa collègue Guylaine était déjà au téléphone avec un homme ayant maille à partir avec son fils schizophrène.

## De la ouate à la laine d'acier

À partir du moment où PECH intervient auprès d'une personne, un suivi est effectué et le contact est parfois maintenu pendant des mois.

Ainsi, lors d'une autre rencontre avec Denis, nous avons pu rencontrer Martin (nom fictif), 42 ans, qui au terme d'une longue descente aux enfers a fait un séjour à la Fraternité Saint-Alphonse, une résidence pour ex-toxicomanes animée par les Pères rédemptoristes. «Moi et Denis on fête notre premier anniversaire, je pense bien, lance Martin en rigolant. Sans PECH et la Fraternité, je serais sûrement en prison.»

L'histoire de Martin montre bien que les problèmes de toxicomanie, de santé mentale et la spirale d'embêtements qui y sont liés peuvent toucher n'importe qui. «Moi, je suis passé de la ouate à la laine minérale d'un coup sec. (...) J'avais le rêve américain moyen: l'emploi, la réputation, le chien, les deux chars, ma compagne, tes voyages dans le Sud. Et à un moment donné il y a un événement qui a tout ébranlé...»

Martin renoue avec sa faiblesse: la drogue. Il perd tout et se retrouve sans le sou. Pris dans un conflit judiciaire avec d'anciens associés, il est incapable de toucher les revenus des immeubles dans lesquels il a des parts. Sa situation particulière l'empêche aussi d'accéder à

l'aide sociale. «Je me sentais comme une patate chaude que personne ne voulait garder dans ses mains.»

À ses problèmes d'argent et ses démêlés bureaucratiques s'ajoutent des épisodes dépressifs. Une bravade stupide auprès d'un policier le pousse en prison. Il en sort, mais ses problèmes persistent. «Un soir, j'en avais tellement ras le bol... Je me suis retrouvé devant un char de police et j'ai dit à l'agent: "Où ben donc je me suicide, ou je me mets une cagoule sur la tête pis..."»

Le policier a appelé PECH. C'était à l'automne 2007, il y a plus d'un an. L'intervenante a renvoyé Martin chez lui, mais a dit qu'ils allaient rester en contact. «Ça m'a sécurisé.»

Depuis, Martin règle ses problèmes l'un après l'autre. Lors de sa première rencontre avec Denis, il lui a fallu quatre heures pour tout lui raconter. «On a dû se rencontrer une bonne quarantaine de fois depuis», résume-t-il avec un air de vainqueur. Devant mon étonnement face à tout ce temps investi auprès d'une seule personne, Denis répond d'une mine encore plus étonnée. «Ah mais écoute! On a affaire à des humains!»

Le Devoir

Université d'Ottawa

## L'Université canadienne : la passion de la recherche



**Professeur Pierre Anciaux**  
Département d'histoire  
Récipiendaire de la bourse  
de recherche Killam



**Professeure Constance Backhouse**  
Faculté de droit,  
Section de droit civil  
Récipiendaire du  
prix Killam



**Professeur Richard Clément**  
École de psychologie  
Nouveau membre de la  
Société royale du Canada  
Académie des  
sciences sociales



**Professeur Paul Corkum**  
Département de physique  
Récipiendaire du prix  
John-C. Polanyi, CRSNG



**Professeur Eric Dubois**  
École d'ingénierie et de  
technologie de  
l'information  
Intronisé à l'Académie  
canadienne du génie



**Professeur Keith Fagnou**  
Département de chimie  
Récipiendaire de la bourse  
de recherche Sloan



**Professeure Ina Ferris**  
Département d'English  
Nouvelle membre de la  
Société royale du Canada  
Académie des lettres et des  
sciences humaines



**Professeur André Lapierre**  
Département de  
linguistique  
Nouveau membre de la  
Société royale du Canada  
Académie des lettres et des  
sciences humaines



**Dr John Murray Last**  
Département d'épidémiologie  
et de médecine sociale  
Récipiendaire de la  
Sedgwick Award Medal  
for Distinguished Service  
in Public Health



**Professeur Hussein T. Mouftah**  
École d'ingénierie et de  
technologie de l'information  
Nouveau membre de la  
Société royale du Canada  
Académie des sciences



**Professeur Steve Perry**  
Département  
de biologie  
Nouveau membre  
de la Société royale  
du Canada  
Académie des sciences



**Professeure Shana Poplack**  
Département de  
linguistique  
Récipiendaire du  
Prix Découverte



**Dr Robert Roberts**  
Institut de cardiologie de  
l'Université d'Ottawa  
Récipiendaire de la médaille  
McLaughlin de la Société  
royale du Canada



**Dr Peter Tugwell**  
Institut de recherche sur  
la santé des populations  
Chercheur de l'année  
en santé du Canada



uOttawa

L'excellence en recherche, ça part d'ici.

Les fruits de la recherche de l'Université d'Ottawa profitent à l'ensemble des Canadiens et soulignent notre force d'innovation à l'échelle internationale. Notre réputation comme chef de file en recherche et en développement de connaissances interdisciplinaires font de nous un choix de premier ordre auprès des chercheurs les plus prometteurs du Canada et du monde entier.

[www.recherche.uOttawa.ca](http://www.recherche.uOttawa.ca)

77<sup>e</sup> Congrès de l'Acfas

la science en  
français  
UNE AFFAIRE CAPITALE

Université d'Ottawa  
11-15 mai 2009

# DOSSIER

## Troquer la camisole de force pour le pyjama rayé



COLLABORATION SPÉCIALE VAN DOUBLET, LE DEVOIR  
d'ailleurs. Au centre, Benoit Côté, directeur général de PECH.

Plutôt que d'humaniser les prisons, beaucoup estiment qu'il faut plutôt faire en sorte que les Claudio Castagnetta de ce monde n'y aboutissent jamais. Mais avec la désinstitutionnalisation, la complexité grandissante des problèmes de santé mentale et le sous-financement de la santé, ce n'est pas un mince défi.

ISABELLE PORTER

Québec — «Il faudrait empêcher que les personnes ayant des troubles mentaux se retrouvent dans le système judiciaire», soutient Marc Daigle, qui est professeur de psychologie à l'Université du Québec à Trois-Rivières ainsi que chercheur affilié à l'Institut Pinel. «Mais qu'est-ce qu'on fait avec ces gens-là? Ce serait simpliste de dire qu'il faut tous les envoyer à l'hôpital.»

A Québec, on a fait des progrès importants sur ce plan ces dernières années. Depuis 1998, un organisme communautaire du nom de PECH (Programme d'encadrement clinique et d'hébergement) offre au service de police un service de soutien psychiatrique et psychosocial 24 heures sur 24. A Montréal, un service similaire est assuré par le Service d'urgence psychosociale UPS-Justice.

duisent leur libido et leur font perdre du poids.

Professeure depuis 30 ans à l'École nationale de police de Nicolet, Céline Lefebvre est chargée de la formation psychosociale des policiers. «La profession, dit-elle, a gagné en complexité. [Les policiers] ne sont pas des experts en psychosocial et ils ne le seront jamais, mais ce sont les premiers intervenants et leur mandat premier est de protéger la vie.»

Pour préparer les candidats, l'École organise des simulations au cours desquelles les policiers doivent composer avec des individus en état de crise. Mais reste encore à savoir à quelle crise on a affaire. Pour le policier, constate Mme Lefebvre, la grande difficulté consiste à prendre son temps. «Parce que l'intervention policière est habituellement axée sur le mode action-réaction. Ce n'est pas que les policiers sont impatients, mais ces interventions prennent beaucoup de temps...»

Encore la «désins»...

Lorsque des drames surviennent, on a souvent tendance à montrer du doigt la désinstitutionnalisation. Or, si tous les intervenants du milieu de la santé mentale ne sont pas d'accord pour la remettre en cause, tous s'entendent pour dire qu'on n'a pas assez de ressources pour encadrer les anciens psychiatriés.

«Le Plan d'action 2005-10 en santé mentale devait renforcer les services de première ligne; force est de constater que, dans les faits, les budgets n'ont pas suivi, déplore Benoit Côté. Depuis trois ans, notre financement diminue alors qu'il devait augmenter de façon très significative. Les hôpitaux drainent une partie très importante des budgets de santé et, quand ça déborde dans les hôpitaux, il est clair qu'il y a une volonté politique de mettre de l'ar-

gent dans les urgences.»

Or, en santé mentale aussi, il y a des listes d'attente... A Québec, par exemple, il manquerait aux centres de santé et de services sociaux et aux organismes communautaires l'équivalent de 23 intervenants pour répondre aux 458 personnes actuellement en attente.

«La santé mentale, c'est l'enfant pauvre de la santé, ce n'est pas nouveau», s'insurge Denise Blais, de l'organisme de défense de droits en santé mentale Action Autonomie Montréal. «Les personnes qui cherchent de l'aide se font souvent revirer de bord parce que les urgences sont pleines.» Le secteur de la santé mentale a mobilisé 968 millions de dollars l'an dernier, soit 4 % du budget total de la Santé.

Le chercheur Denis Laforune estime qu'il faut agir sur les deux fronts: améliorer les services offerts en prison et enrichir les services de première ligne. Nos gouvernements, dit-il, finiront peut-être un jour par se laisser convaincre... par les arguments économiques. Dans certains États américains comme le New Hampshire, des programmes de «suivi intensif en communauté» (assertive community treatment) se sont révélés très payants pour les États qui ont osé les mettre en œuvre, explique-t-il.

«C'est une approche très interventionniste. Les intervenants se rendent chez les gens, vérifient leur médication, les aident à trouver un logement, font le suivi avec leurs agents de probation, etc. Des recherches menées depuis cinq ans ont montré que ça réduisait le nombre d'hospitalisations, de séjours en prison et les coûts pour le système. Même si les gens retournent à l'hôpital ou en prison, ils y restent moins longtemps.»

Le Devoir



COLLABORATION SPÉCIALE VAN DOUBLET, LE DEVOIR  
Denis Tremblay, intervenant chez PECH, discute avec Martin, un ex-toxicomane.

«Ce sont des gens qui restent pris dans les mailles du système. Il y a des ratés, mais ça ne veut pas dire que tout le système est pourri»

- Denis Tremblay

Solde Annuel

GEORGES LAOUN OPTICIEN

50% d'escompte sur toutes nos montures\* à l'achat de verres.

Mois blanc  
2 au 31 janvier 2009

Examens de la vue tous les jours du 2 janvier au 8 février.

Boutique Saint-Denis ouverte les dimanches durant le solde

\*Adidas et Alain Mikli exceptés.

514-844-1919  
4012 Saint-Denis,  
coin Duluth

ACUVUE  
MARQUE DE LENTILLES CONTACTES

514-985-0015  
1368 Sherbrooke ouest,  
Dans l'édifice du Musée  
des beaux-arts

Tous les passagers vivent l'expérience du service Étée:  
Verre de champagne • Choix de repas chauds • Vin au repas • Boissons non-alcoolisées • Collations • Service de serviettes chaudes • Sièges en cuir • Couvertures & oreillers • Primes cinématographiques • Écouteurs • Sac à dos pour enfants • Service courtois et amable

Achetez 1 forfait et obtenez le 2<sup>e</sup> à 50% DE RABAIS

SUR LES FORAITS ITC, FLORIDE ET LAS VEGAS  
SUR DES DÉPARTS SÉLECTIONNÉS ENTRE LE 1<sup>ER</sup> FÉVRIER ET LE 31 MARS 2009

RÉSERVEZ D'ICI LE VENDREDI 23 JANVIER 2009

DÉPARTS DE MONTRÉAL - 1 SEMAINE - TOUT COMPRIS	1 <sup>RE</sup> PERSONNE	2 <sup>E</sup> PERSONNE	CHARGE PERSONNE PAYE
MANZANILLO DE CUBA   Club Amigo Mareá Del Portillo Chambre • 2, 9, 16, 23 février & 9, 16 mars	935\$	455\$	695\$
SANTIAGO DE CUBA   Club Bucanero Chambre Club Sunwing • 5, 12, 19 février & 5, 12 mars	1065\$	525\$	795\$
SANTA LUCIA   Caracol-Hoteles C Chambre Club Sunwing • 2, 9, 16, 23 février & 9 mars	1105\$	545\$	825\$
HOLGUIN   Brisas Covarrubias Chambre Club Sunwing • 3, 10, 17, 24 février & 10, 17 mars	1105\$	545\$	825\$
PUERTO PLATA   Fun Royale/Fun Tropical Beach Resort Chambre Tropicale • 4, 11, 18, 25 février & 4, 11 mars	1195\$	585\$	895\$
VARADERO   Playa Caleta Club Sunwing • 7, 14, 21, 28 février & 7, 14, 21 mars	1295\$	635\$	965\$
SANTO DOMINGO   Coral Costa Caribe Resort Chambre • 5, 12, 19 février & 5, 12 mars	1455\$	715\$	1085\$
LA ROMANA   Gran Bahía Príncipe La Romana Suite junior • 6, 13, 20 février & 6, 13 mars	1605\$	795\$	1195\$
CANCUN   Oasis Cancun Chambre • 1, 7, 14, 21, 28 février	1735\$	855\$	1295\$
JAMAÏQUE   Sunset Beach Resort & Spa Chambre vue complexe • 6, 20 février & 6, 13 mars	1735\$	855\$	1295\$
PUNTA CANA   Tropical Princess Beach Resort Chambre • 7, 14, 21 février & 7, 14 mars	1865\$	925\$	1395\$
RIVIERA MAYA   Iberostar Paraiso Beach Chambre • 1, 7, 14, 21, 28 février & 7, 14, 21 mars	2215\$	1095\$	1655\$

CONTACTEZ VOTRE AGENCE DE VOYAGES POUR RÉSERVER VOS VACANCES SUNWING!

Départs de Montréal. Prix par personne en occupation double, incluant les taxes et tous les droits applicables. Prix en vigueur au moment de l'impression et valables pour les nouvelles réservations individuelles effectuées les 10 et 11 janvier 2009, sous réserve de modifications et de disponibilité au moment de la réservation. Pour les tarifs et conditions générales, veuillez vous référer à la brochure Solde 2008-2009 de Vacances Transat. Vols effectués sur les vols d'Air Transat, Caribbean Westwind, Vacances Transat ou une division de Transat. Tous tarifs en dollars canadiens. Les prix incluent la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages de 3,50\$ par tranche de 1000\$ de services achetés. L'inclut d'un permis du Québec. 08 0149

HÔTEL	1 <sup>RE</sup> PERSONNE	2 <sup>E</sup> PERSONNE	CHARGE PERSONNE PAYE
WHISKEY PETE 5 Chambre deluxe 19 à 26 jan - 4 nuits	375\$	175\$	275\$
IMPERIAL PALACE Chambre deluxe 19 à 26 jan - 4 nuits	535\$	255\$	395\$
CIRCUS CIRCUS Chambre tour 16 à 23 jan - 1 suite	535\$	255\$	395\$
EXCALIBUR HOTEL & CASINO Chambre deluxe 16 à 23 jan - 1 suite	665\$	325\$	495\$
PIRELLA HOLLYWOOD Chambre Hollywood 16 26 jan - 4 nuits	715\$	345\$	525\$
CAESARS PALACE Chambre classique 16 à 23 jan - 3 nuits	815\$	395\$	595\$

Publié par le 23/01/2009 par le site

Le monde est beau

<p>CAYO COCO 998 \$ NH KRYSTAL LAGUNA VILLAS &amp; RESORT ***** 7 NUITS TOUT INCLUS SUITE EMPERADOR   25 JANVIER</p> <p>NH Cuba</p>	<p>MANZANILLO 1098 \$ TESORO MANZANILLO ***** 7 NUITS TOUT INCLUS CH. DE LUXE VUE MER   22 JANVIER</p> <p>Manzanillo</p>	<p>VARADERO 1148 \$ BARCELO MARINA PALACE CLASSE PRESTIGE ***** 7 NUITS TOUT INCLUS SUITE JUNIOR   26 JANVIER</p> <p>Cuba</p>	<p>RIVIERA MAYA 1548 \$ BARCELO MAYA COLONIAL CLASSE PRESTIGE ***** 7 NUITS TOUT INCLUS CHAMBRE DE LUXE   25 JANVIER</p> <p>Cuba</p>
---	--	---	--

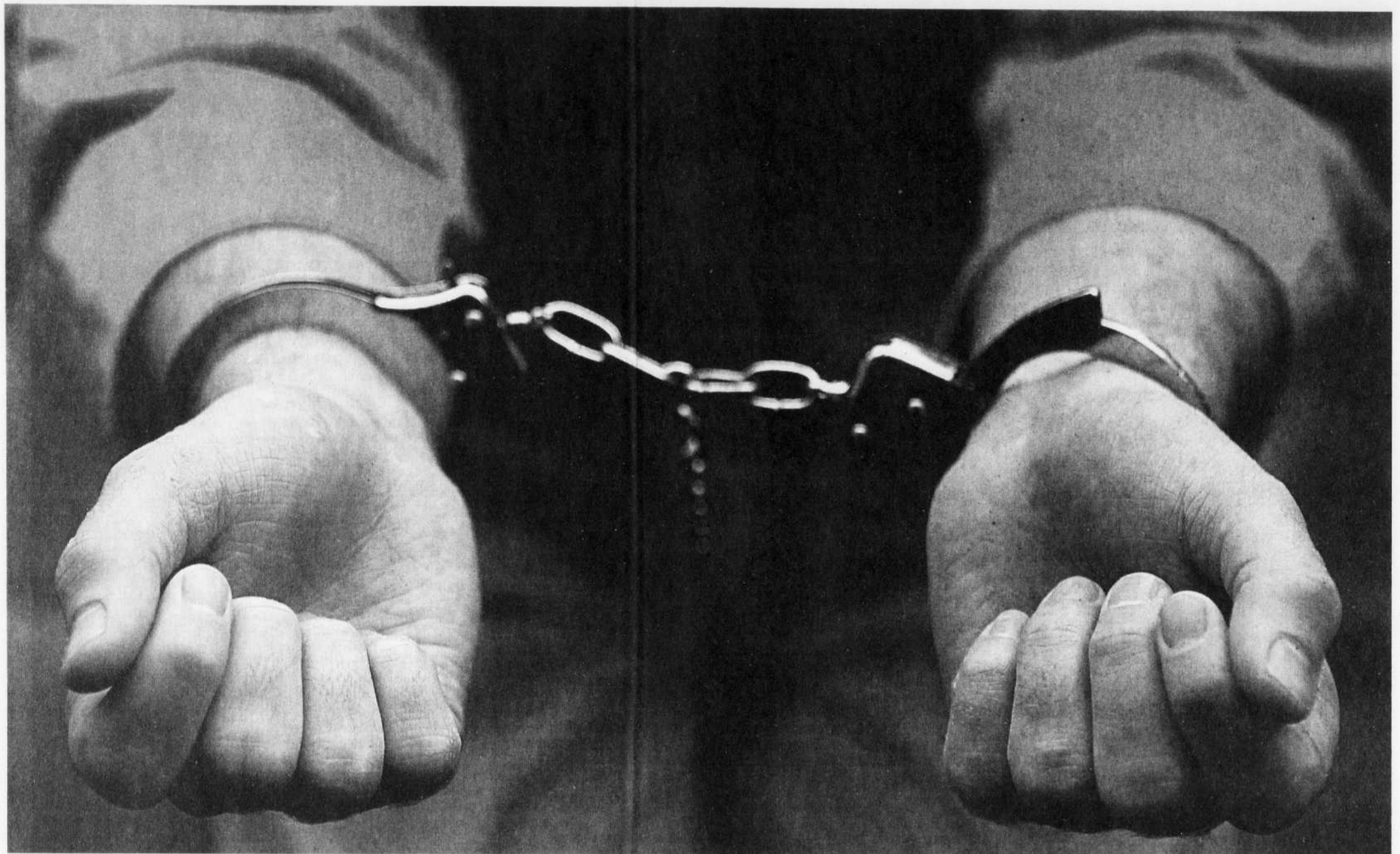
VOYAGES EN DIRECT.COM 1 877 877-8812

Participez à notre concours : Emmenez 3 de vos amis dans le sud, détaille sur le site web.

VACANCES transat

Prix excluant le 3,50\$/1000\$ de services touristiques achetés représentant la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages.

## DOSSIER



ARCHIVES REUTERS

## SANTÉ

«Ça fait au moins 20 ans que des rapports en tout genre disent qu'il y a urgence d'agir»

SUIITE DE LA PAGE 1

presque deux jours dans le système judiciaire sans être vu par un médecin. Arrêté après avoir violemment résisté à l'intervention des policiers, il est finalement décédé d'un œdème cérébral après s'être frappé la tête volontairement sur les murs d'un fourgon cellulaire. On sait aujourd'hui qu'il avait consommé de la méthamphétamine, mais on ignore toujours de quel trouble mental il souffrait.

Dans son rapport, le coroner Jean Brochu parle d'un problème «systémique», voire «culturel» au sein des milieux policier et correc-

tionnel. Ces derniers, écrivait-il, «auraient dû s'apercevoir que M. Castagnetta n'était pas dans un état normal, mais personne n'a fait quoi que ce soit», a déploré le coroner. Le décès de M. Castagnetta illustre avec éloquence l'ampleur du travail à faire.»

Dans le cas de Justin Scott St-Aubin, le jeune homme est décédé d'une arythmie cardiaque à la suite de manœuvres de contentions à l'établissement de détention de Rivière-des-Prairies. Il avait été arrêté cinq jours plus tôt après avoir tenté de noyer sa mère dans un état qui présentait les signes d'une psychose. À défaut de lui trouver une place

à l'Institut psychiatrique Pinel, on l'avait envoyé au Centre de détention où il est mort en attendant son évaluation d'aptitude à comparaître.

## Les prisons, des hôpitaux «par défaut»

Le rapport du coroner Paul Dionne recense pas moins de 11 cas de mort «évitables» survenues dans les prisons du Québec depuis 2000, des suicides pour la plupart. Récemment, un groupe de défense des droits en santé mentale de Québec a signalé qu'avec le décès de Claudio Castagnetta, le nombre de cas (12) supplante celui des Québécois décédés en Afghanistan depuis 2002 (11).

Il s'agit pourtant d'un problème connu depuis longtemps. «Ça fait au moins 20 ans que des rapports en tout genre disent qu'il y a urgence d'agir», remarque le professeur Denis Lafortune du Centre de criminologie comparée de l'Université de Montréal. M. Lafortune fait partie de l'équipe de chercheurs qui a produit la recherche commandée par le bureau du Protecteur du citoyen. Sans dévoiler les résultats de l'étude en question, cet expert dit que les prisons sont devenues des «hôpitaux par défaut» et des «services sociaux de dernier recours» pour des gens qui ne sont pas soutenus par le système. Or, on s'en

doute, «la santé mentale des détenus n'est pas un problème qui attire autant la compassion que le suicide chez les adolescents, par exemple». Et bien sûr, entre la prise en charge par la prison ou par les services de santé, on se doute laquelle des deux est la moins coûteuse...

«Au Québec comme ailleurs, c'est toute l'organisation qui est à revoir», dit M. Lafortune. Il y a un manque de personnel spécialisé dans les prisons québécoises. Il y a des agents de probation, des gardiens, mais peu de psychiatres, de travailleurs sociaux, d'infirmières avec des connaissances psychiatriques. À cela, il faut ajouter les problèmes de surpopulation en milieu carcéral.

«La prison est un anxiogène, renchérit Benoît Côté qui dirige PECH, un organisme de Québec actif en santé mentale. Ça fait monter le stress des personnes et ça déclenche des psychoses. Chez les gens qui ont des problèmes latents, le contexte carcéral va provoquer des situations de crise, augmenter les symptômes.»

En 2003, on estimait que 15 % des détenus au Québec avaient des tendances suicidaires ou des troubles graves de santé mentale. Dans le lot, environ 2 % présentent des troubles psychotiques. «Mais ça ne veut pas dire qu'il faut tous les envoyer à l'Institut Pinel», plai-

de le professeur Marc Daigle de l'Université du Québec à Trois-Rivières, un spécialiste du suicide en milieu carcéral. Il ajoute qu'on aurait tort de tenir responsables les milieux correctionnels.

«Effectivement il y a un problème systémique dans les prisons, mais il n'appartient pas à la prison mais à la société.» Les prisons héritent de tous les problèmes sur lesquels la société ferme les yeux, dit-il. Et ce, sans les ressources pour agir. «Les établissements qui relèvent du Québec servent pour des courtes sentences, contrairement au fédéral où il y a plus de ressources et de temps pour intervenir.» Dans les pénitenciers fédéraux, précise-t-il, les détenus font l'objet d'une évaluation psychiatrique de plusieurs semaines à leur arrivée.

«Malgré tout, il y a eu une amélioration ces dernières années au Québec. Il y a désormais une formation donnée aux employés pour qu'ils posent des questions à l'entrée de manière à savoir si les prévenus ont des tendances suicidaires. Mais ça reste extrêmement compliqué. Est-ce que tous les délinquants qui ont des troubles psychologiques devraient être envoyés à Pinel? Non, il n'y a pas de place pour tous.»

Du côté des deux ministères responsables de ce dossier (Sécurité publique, Santé et Ser-

vices sociaux), des échanges ont cours depuis le début de l'année 2007 pour suivre les recommandations des coroners. Il s'agit essentiellement d'améliorer la formation, d'établir des protocoles clairs et surtout de se doter d'un plan concerté.

Dans une lettre envoyée à la coroner en chef, Louise Nolet, le sous-ministre à la Sécurité publique, Paul Girard, écrivait en juillet que l'une des prochaines étapes consistait à déposer un mémoire au conseil des ministres à l'automne. Or, après vérification auprès du ministère, il appert que ce rapport n'a jamais été remis.

Les ministères de la Santé et de la Sécurité publique disent avoir un nouveau plan suivant lequel les Centres de santé et de services sociaux (CSSS) fourniraient du personnel supplémentaire dans les centres de détention. Les travaux, nous dit-on, «avancent bien».

Dans une entrevue à l'émission *Kilomètre zéro*, sur les ondes de Télé-Québec, le coroner Paul Dionne rappelait cet automne que sa collègue Andrée Kronström avait formulé essentiellement les mêmes recommandations que lui en 2000, à la suite du décès d'un jeune schizophrène dans des circonstances similaires à ce qui était arrivé à Justin Scott St-Aubin.

Le gouvernement péquiste s'était alors engagé à attaquer le problème de front. Un comité interministériel avait été créé avec le ministère de la Justice. «L'analyse des événements par la coroner mérite que le ministère de la Justice y apporte toute l'attention requise», avait alors déclaré le ministre Paul Bégin. Or, huit ans plus tard, le problème n'est toujours pas résolu.

Le Devoir

Sophie  
DOWNS

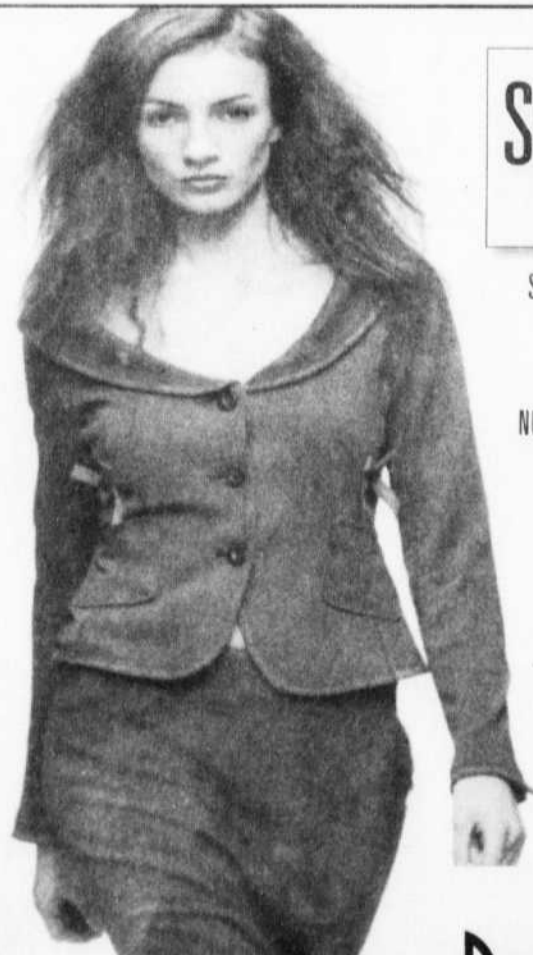
Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

Psychologue clinicienne

ADULTES · COUPLES  
25 ANS D'EXPÉRIENCE

514-861-0630

VIEUX-MONTRÉAL

277, av. Laurier O.  
514-270-6154Centre de  
Commerce Mondial  
413, St-Jacques O.  
514-844-9125dolce  
dolce  
D-anna uomoSOLDES 60%  
JUSQU'ÀSHIRT PASSION  
CONVERSE  
RAMOSPORT  
KALI ORÉA  
NORMA KAMALI  
TOMBOLINI  
OUI  
BANDOLERA  
VERTIGO  
YUKATHIERRY MUGLER  
REPORTER  
NAVIGARE  
TORRAS  
TARENTINO  
TOMBOLINI  
CANTARELLI SARTORIA  
FABIO INGHIRAMI  
GALLOTTI  
CORTIGIANICOSTUMES KENNETH COLE  
EN VENTE 299\$Centre de  
Commerce Mondial  
383, St-Jacques O.  
514-281-79995107, av. du Parc  
(côté Laurier)  
514-277-7558LEONIDAS  
chocolat belgeLe plaisir du chocolat  
Les fameuses pralines  
belges pour des  
Fêtes parfaites!

LEONIDAS

Nouveau!  
Chocolats LEONIDAS  
sans sucre : idéal  
pour diabétiques,  
diète5111 avenue Du Parc  
(côté de Renaud Bray,  
côté Laurier)

278-2150

Cadeau Père Noël en  
praline avec achatSOLDES  
AUTOMNE-  
HIVER  
2008-2009

30% à 70%

Enfants de Longchamps

Vêtements d'enfants 0 à 18 ans  
Vêtements de maternité1007, RUE LAURIER  
OUEST, OUTREMONT  
TÉL.: (514) 274-2442

## LES ACTUALITÉS

Véronique Cloutier et Louis Morissette, les responsables du *Bye Bye 2008* ont offert leurs excuses.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

## Véronique Cloutier et Louis Morissette font leur mea culpa

PAUL CAUCHON

Dix jours après un *Bye Bye 2008* qui n'en finit plus de faire des vagues, Véronique Cloutier et Louis Morissette se sont excusés hier d'avoir «*choqué les gens*», reconnaissant des erreurs de jugement pour certains gags.

Se défendant d'être raciste et clamant son admiration pour Barack Obama, Louis Morissette a laborieusement expliqué la nature exacte du sketch qui parodiait une entrevue fictive entre le président américain désigné et Denis Lévesque de TVA, pour conclure: «*Si je suis obligé d'expliquer le gag, la preuve est faite que c'était malhabile. Je suis franchement désolé.*»

Une déclaration qui résume toute la conférence de presse, Mme Cloutier et M. Morissette plaidant pour leur bonne foi mais laissant entendre que des

sketchs avaient tout simplement raté leur cible.

Le couple Cloutier-Morissette s'est présenté devant une véritable meute de journalistes (*Le Devoir* a compté au moins 10 caméras et une cinquantaine de représentants des médias).

L'air sombre, Louis Morissette apparaissant particulièrement ébranlé, le couple a expliqué que «*tout ce [qu'il] voulait faire, c'était une soirée qui allait divertir les gens*». Selon Louis Morissette, principal auteur, l'équipe a cherché un équilibre, pour plaire à différents publics, entre le mordant de Jean-François Mercier et les prestations de Michel Louvain ou de Pierre Lapointe.

Véronique Cloutier, productrice de l'émission, a déploré le fait que la controverse a «*éclipsé le bon travail qui a été fait*» dans le *Bye Bye*. Tous deux ont semblé bouleversés par les accusa-

tions de racisme. Louis Morissette a soutenu que son sketch sur Barack Obama s'inscrivait plutôt dans une optique antiracisme et voulait dénoncer le fait qu'une partie des Américains n'acceptaient pas d'être dirigés par un Noir. Le point de départ du sketch, a-t-il expliqué, consistait à faire un parallèle avec une entrevue maladroite que Denis Lévesque a réalisée en 2008 avec Paul McCartney en se demandant «*ce qui arriverait si Denis Lévesque recevait Barack Obama*».

Concernant le gag sur Nathalie Simard, Véronique Cloutier a présenté ses excuses «*aux gens [qu'elle a] blessés*» et à Nathalie Simard.

«*J'ai appuyé la démarche de Nathalie Simard publiquement, a-t-elle rappelé. Dénoncer son agresseur, c'était la bonne chose à faire. Il n'était aucunement question de ça* [dans le sketch].

*Il était question de la surexposition dans les médias artistiques de Nathalie Simard. Ce n'est pas la même chose.*»

«*Je pense que ce gag avait sa place, mais le message que j'ai compris de la population, c'est que je n'avais pas le droit de faire ça.*»

«*J'ai mis les cinq dernières années de ma vie à refaire les bases de mon entreprise [Novem], pour que tout le monde puisse faire la part des choses entre l'histoire de mon père et la mienne, a-t-elle ajouté. Je pensais qu'on avait réussi. C'est une erreur de jugement de ma part.*»

Le couple a également reconnu «*avoir mis Radio-Canada dans l'eau chaude*», Louis Morissette soutenant que la direction de la télévision publique avait supervisé son travail tout au long du processus.

Le Devoir

## Ottawa ajoute 61 millions pour les ponts Mercier et Champlain

ROLLANDE PARENT

Le ministre fédéral des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Christian Paradis, s'est présenté hier à Montréal pour annoncer l'ajout de fonds publics pour la réfection du tablier du pont Mercier et pour l'amélioration des routes et des bretelles d'accès au pont Champlain. Ni le maire de Montréal ni un représentant du gouvernement du Québec n'étaient à ses côtés, même si ces administrations sont parties prenantes aux travaux.

Les nouveaux investissements fédéraux annoncés par le ministre totalisent 61 millions \$ dont la majeure partie, soit 50 millions, sera consacrée à la réfection du tablier du pont Mercier. Les 50 millions en question viendront s'ajouter aux 85 millions accordés en 2006.

Le fédéral allonge ces millions de dollars supplémentaires pour couvrir les coûts liés notamment à l'inflation. Les travaux vont bon train.

«*La réfection du tablier vis-à-vis la voie maritime est, faite et on va maintenant continuer la réfection du tablier sur l'ensemble*

*du pont, autant sur les parties fédérale que provinciale*», a expliqué M. Paradis.

C'est le fédéral, plus précisément la Société des ponts Jacques-Cartier et Champlain, qui est maître d'œuvre pour l'ensemble du projet dans lequel le ministre a dit voir «*un exemple de partenariat fructueux entre le Québec, les Mohawks de Kahnawake et le gouvernement du Canada*».

On s'attend à ce que les travaux prennent fin à l'automne 2010.

Quant aux 11 millions qui restent, ils seront investis dans la modification des voies d'accès et des bretelles reliant l'île des Sœurs au pont Champlain. Après avoir rappelé que le projet de plusieurs millions de dollars de l'administration montrealaise visant à ajuster ses infrastructures en raison du déménagement sur l'île des Sœurs de 3000 travailleurs de Bell Canada et de la construction de 2000 condos, le ministre a indiqué qu'il n'avait d'autre choix que «*d'agir maintenant parce que nous devons nous assurer que les accès sont appropriés*».

La Presse canadienne

## Forces canadiennes: un contrat de 274 millions à une firme américaine

ALEXANDRE ROBILLARD

Valcartier — Le ministre de la Défense, Peter MacKay, a annoncé hier l'attribution d'un contrat de 274 millions \$ à une compagnie américaine pour l'achat de 1300 camions destinés aux Forces canadiennes.

M. MacKay a affirmé que le gouvernement fédéral a été incapable de trouver une entreprise canadienne répondant à ses exigences pour la fabrication de ces véhicules, qui seront utilisés dans les bases militaires partout au Canada.

«*Ce contrat, c'est spécifiquement pour un véhicule nécessaire qui va jouer un rôle spécifique*, a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse. *Et malheureusement, il n'y a pas une compagnie canadienne qui avait les véhicules ca-*

*pables d'effectuer ces tâches.*»

Lors de l'annonce, devant un parterre de soldats à la base de Valcartier, le ministre a assuré que la transaction aura cependant des retombées économiques au pays.

«*Pour l'emploi, pour l'entretien, pour soutenir les personnes qui travaillent avec les camions, pour l'essence*», a-t-il dit.

Cette décision d'Ottawa a aussitôt soulevé l'opposition d'un important syndicat québécois, qui a dénoncé l'octroi du contrat à Navistar, une entreprise américaine dont le siège est dans l'État de l'Illinois.

Les camions de marque International, fabriqués au Texas par Navistar, serviront à la logistique et seront destinés à une utilisation au Canada seulement.

La Presse canadienne

EN BREF

### Rencontre positive

À peine entré en fonction, le nouveau ministre du Patrimoine canadien, James Moore, semble déjà démontrer une «*écoute et une ouverture*» envers le milieu culturel québécois. C'est ce qu'a déclaré le président de l'Union

des artistes, Raymond Legault, à l'issue d'une rencontre qu'il a eue avec le ministre, hier, à Montréal. M. Legault a profité de l'occasion pour clarifier les besoins du secteur culturel québécois, en identifiant les enjeux prioritaires tels que le financement des programmes fédéraux,

la réglementation du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) et la loi sur les droits d'auteur. Raymond Legault qualifie la rencontre de positive puisqu'elle a permis à tout le moins d'établir un premier contact prometteur avec le ministre Moore.

Selon le président de l'UDA, James Moore s'est dit conscient que les récentes coupures dans les programmes de financement ont eu un impact majeur, particulièrement au Québec. Il n'a toutefois pris aucun engagement précis pour rétablir la situation.

- La Presse canadienne



DATE-DAY  
Boîtier en acier 43 mm



**Bijouterie Gambard**  
Vente et service technique  
630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE MONTRÉAL  
(514) 866-3876

➤ **Perfectionnez votre anglais au CANADA !**



➤ **VOUS VOULEZ VIVRE UNE EXPÉRIENCE INOUBLIABLE ? VOUS AVEZ LE GOÛT DE VOYAGER ?**

Faites connaître votre culture tout en découvrant une culture différente et en faisant l'expérience d'un travail des plus intéressants. Comment ? **En vous inscrivant au programme Odyssee ou Accent** (Programme des moniteurs de langues officielles).

Le travail de moniteur ou de monitrice de langue consiste à soutenir le professeur de langue en organisant des activités qui favorisent la compréhension auditive et l'expression orale surtout auprès d'élèves dont la langue maternelle n'est pas le français. Ces programmes s'adressent plus particulièrement aux jeunes adultes qui détiennent un diplôme d'études collégiales du Québec (Odyssee) et aux étudiants universitaires (Accent).

**Date limite d'inscription : 15 février 2009**

Pour en savoir davantage sur les programmes Odyssee et Accent, il suffit de visiter le site Web du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) au : <http://www.cmec.ca/olp/> ou de vous adresser :

- à la personne responsable de l'aide financière aux étudiants dans votre établissement d'enseignement ou
- à la direction régionale du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport la plus proche de chez vous.

**Rémunération**

**Programme Odyssee, monitrices et moniteurs à temps plein :** Environ 19 \$ l'heure pour un total de 18 500 \$ (neuf mois de travail à raison de 25 heures par semaine).

**Programme Accent, monitrices et moniteurs à temps partiel :** Environ 16 \$ l'heure, pour un total de 4 160 \$ (huit mois de travail à raison de 8 heures par semaine).

Éducation, Loisir et Sport  
**Québec**

**François Gendron**  
avocat  
LL.L., M.A., Ph.D.  
Vieux Montréal 514.845.5545

Angoisse Anorexie mentale Anxiété Délire Dépression Deuil pathologique Dysfonctionnement sexuel Frigidité Hallucination Hystérie Idéations suicidaires Illées Impuissance Injustice excessive Névrose Obsession Paranoïa Pensées délirantes Psychose Schizophrénie Séquelles d'échec Répétition obsessionnelle Somatisation Symptôme sclérotiques Toxicomanie Traumatisme troubles de la personnalité troubles du comportement Anorexie mentale Anxiété Délire Dépression Deuil pathologique Dysfonctionnement sexuel Frigidité Hallucination Hystérie Impuissance Injustice excessive Névrose Obsession Paranoïa Phobie Psychose Schizophrénie Séquelles de persécution Somatisation Symptôme sclérotiques Toxicomanie Traumatisme

**Philippe Gaulin**  
Psychanalyste  
Diplômé d'études doctorales de psychopathologie clinique  
(514) 928-1881

1394, ave Mont-Royal Est, suite 109 pgaulin@sympatico.ca  
Montréal, Québec H2J 1Y7 www.3.sympatico.ca/pgaulin

*Connais-toi toi-même.*  
Temple d'Apollon à Delphes

**MONIQUE PARENT**  
— psychanalyste —

Outremont 514 750-2961

## ACTUALITÉS

## DEVOIR

SUITE DE LA PAGE 1

de spectacles. En haute saison, nous augmenterons par ailleurs le nombre de pages du journal pour mieux rendre compte d'une actualité qui, encore cette année, s'annonce riche.

La tenue graphique du journal a aussi été l'objet de notre attention. Pour rendre la lecture plus facile et plus agréable nous avons augmenté le point du texte, comme plusieurs lecteurs nous le demandaient. Dans le même esprit, nous avons désormais davantage recours à la quadrichromie, de telle sorte que les pages du journal seront en majorité illustrées par des photos en couleurs. Cela ajoute une nouvelle dimension à la présentation graphique du journal, l'allégeant et la dynamisant tout à la fois.

L'Agenda que nous publions chaque semaine a été l'objet de retouches au plan graphique. L'utilisation abondante de la couleur rendra sa consultation plus facile et plus agréable. Son contenu reste le même. Le Devoir est le seul quotidien qui continue à offrir à ses lecteurs un guide horaire aussi complet pour planifier leurs activités culturelles, que ce soit à la télévision, au théâtre, au cinéma, au concert ou au musée. Imprimé depuis cette semaine sur presse à chaud, l'encre de L'Agenda est sèche et ne tache pas à la suite d'une utilisation répétée.

Plusieurs des changements mis en œuvre ces derniers jours l'ont été à la faveur de l'entrée en vigueur d'un nouveau contrat d'impression du journal que nous avons conclu avec Imprimerie Mirabel inc., une entreprise du groupe Quebec Média. Désormais, l'impression des exemplaires du Devoir destinés à la région métropolitaine de Montréal et aux régions du centre et de l'ouest du Québec est effectuée par Imprimerie Mirabel inc., dans la ville du même nom. Sont aussi imprimés à cet endroit les cahiers culturels et les cahiers spéciaux de l'édition de fin de semaine. Les exemplaires destinés à la région métropolitaine de Québec et aux régions de l'est du Québec sont imprimés à Québec même par l'imprimerie du Journal de Québec, ce qui nous épargnera un long et fastidieux transport de ces exemplaires par route, qui était source de retards à la livraison du journal en période hivernale.

Les presses servant à imprimer notre journal sont parmi les plus modernes au monde. Même si Le Devoir a toujours bénéficié d'une très grande qualité d'impression, celle-ci sera accrue. Soulignons que la technologie employée permet de réduire les marges supérieures et inférieures du journal, ce qui a permis d'en diminuer le format de près de 4 cm sur la hauteur, rendant ainsi sa manipulation plus facile. L'Agenda est pour sa part imprimé par Transcontinental Rimouski.

Ces changements feront de la lecture du Devoir une expérience encore plus agréable. A tous nos lecteurs, nous souhaitons une année 2009 qui soit la meilleure possible.

Bernard Descôteaux  
Directeur

## Rectificatifs

Nos lecteurs auront compris, par le contexte de notre article publié le vendredi 9 janvier sur les réactions au Plan d'ensemble en efficacité énergétique, que celui-ci émane non pas de l'Agence canadienne, mais bien de l'Agence de l'efficacité énergétique du Québec. Cette dernière vient d'ailleurs de soumettre son plan d'ensemble à la Régie de l'énergie du Québec.

En publiant la réplique de Charles Castonguay à Michel Paillé dans notre page Idées du jeudi 8 janvier 2009, nous avons fait dire à M. Castonguay que M. Paillé était «démagogue à l'UQAM». En fait, M. Paillé est plutôt chercheur associé à la Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec de l'Université du Québec à Montréal. Nos excuses.

## CESSEZ-LE-FEU

SUITE DE LA PAGE 1

sur le sud d'Israël, selon l'armée.

Le premier ministre israélien sortant, Ehoud Olmert, a refusé «qu'une influence extérieure décide de son droit à défendre ses citoyens». Il a indiqué par voie de communiqué «qu'à cette fin, l'armée continuera d'agir pour atteindre les objectifs de son opération, c'est à dire changer la situation en matière de sécurité dans le sud d'Israël».

D'autre part, les négociations entamées au Caire dans l'espoir d'une trêve sont dans une impasse, selon des sources diplomatiques. La sécurisation de la frontière entre l'Égypte et la bande de Gaza ferait piétiner les pourparlers, Le Caire étant hostile à la présence de forces étrangères sur son territoire.

## La violence s'intensifie

Les colonnes de fumée projetaient leur ombre menaçante sur Gaza, hier. L'armée de l'air israélienne a déclaré avoir mené 70 frappes dans la journée. Depuis le début de ce nouveau chapitre des hostilités, l'offensive israélienne a coûté la vie à au moins 800 Palestiniens, dont 230 enfants, 92 femmes et des dizaines d'autres civils, et a fait plus de 3000 blessés, selon un bilan dressé par des sources médicales à Gaza. Selon des témoins, l'armée a arrêté au moins 300 Palestiniens dans le nord de la bande de Gaza.

Hier, des roquettes de types Grad se sont abattues sur la ville de Beersheba, à une quarantaine de kilomètres du territoire palestinien, ainsi que dans la région d'Ashdod. Trois civils et 10 soldats israéliens ont été tués, et 154 blessés. La branche armée du Hamas a affirmé avoir tué hier huit soldats dans une embuscade dans le nord du territoire.

## La crise humanitaire

La situation humanitaire se détériore de jour en jour. Les rares organisations s'activant encore dans la bande de Gaza accusent l'armée israélienne des pires violations des droits humains. L'électricité fait défaut à 1 million de personnes, et l'eau, à 750 000. Les hôpitaux craignent une pénurie d'essence qui ferait s'arrêter leurs précieuses génératrices. L'agence d'aide aux réfugiés palestiniens de l'ONU (UNRWA) a cessé l'essentiel de ses opérations à Gaza pour un deuxième jour consécutif. Un de ses convois avait été touché par des obus israéliens, tuant du coup le chauffeur palestinien et ce, pendant une période de cessez-le-feu. Cela prive 750 000 personnes de nourriture. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a également réduit ses activités après qu'un de ses véhicules a essuyé des tirs. Médecins sans frontières (MSF) indique «n'avoir jamais vu autant de morts en si peu de temps». Isabelle Merny, en mission à Jérusalem, a été directe: «L'espace humanitaire n'est pas respecté. L'UNRWA comme le CICR ont été clairement ciblés par l'armée israélienne. Or, on n'est pas dans une brousse confrontée à des groupes rebelles, mais bien devant un État qui siège à l'ONU.» Le CICR, habituellement réser-



BAZUKI MUHAMMAD REUTERS

De nombreuses manifestations ont encore eu lieu hier un peu partout à travers le monde pour dénoncer les attaques menées par Israël dans la bande de Gaza. Ici, une Malaisienne défend la cause palestinienne devant l'ambassade américaine à Kuala Lumpur.

vé, a accusé Tsahal d'avoir nuit à ses médecins qui voulaient accéder à des blessés, dont quatre enfants palestiniens en bas âge qui sont restés coincés dans leur maison à côté des cadavres de leur mère respectives. Les soldats israéliens auraient aussi refusé de secourir 15 survivants d'une attaque.

Selon des témoins cités par l'ONU, 110 Palestiniens que des soldats avaient rassemblés le 5 janvier dans une maison du quartier de Zeitoun à Gaza ont été victimes d'une offensive armée qui a tué une trentaine d'entre eux. L'office de l'ONU pour la coordination humanitaire a qualifié cet événement «d'un des plus graves incidents» depuis le 27 décembre. Devant ces développements, le Haut

commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme, Navi Pillay, a réclame des enquêtes «crédibles, indépendantes», sur des violations des droits humains dans la bande de Gaza. Il croit que certaines frappes pourraient constituer des crimes de guerre et réclame le déploiement d'observateurs des droits de l'homme pour recenser ces violations et leurs auteurs.

## Une position américaine en rupture

Par ailleurs, la rupture entre la politique étrangère du président élu Barack Obama et de l'administration Bush semble se confirmer. Le nouveau gou-

vernement américain songerait à abandonner la doctrine du président Bush, qui isole le Hamas, et à établir un dialogue avec l'organisation islamiste, ont révélé trois sources proches de l'équipe de transition du président élu au quotidien britannique *The Guardian*, citées dans un article publié hier. Le Hamas figure sur la liste officielle des organisations considérées terroristes par les États-Unis. Par contre, le canal de communication évoqué serait probablement clandestin, les sources doutant que l'administration entame un effort diplomatique direct et public.

Richard Haas, un diplomate ayant servi sous les administrations Bush père et fils qui a été nommé par plusieurs média comme étant le choix d'Obama en tant qu'envoyé au Moyen-Orient, appuie les contacts faibles entre le Hamas et les États-Unis, en autant qu'un cessez-le-feu soit mis en place et qu'une réconciliation entre le Fatah et le Hamas émerge, écrivait-il dans *Foreign Affairs* cette semaine. L'article aurait été rédigé avant la reprise des hostilités en décembre.

À Washington, la Secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice, a réitéré son soutien à Israël. Elle a jugé qu'il était «difficile» pour Israël d'épargner des civils dans une zone de forte densité dans laquelle, selon elle, le Hamas utilise les citoyens comme boucliers humains.

Adoptée à 15 voix contre 14, la résolution 1860 de l'ONU a essuyé l'abstention des États-Unis. Le ministre de l'Intérieur israélien, Meir Sheerit, a ouvertement critiqué Washington de ne pas avoir opposé son veto. «Nous n'avons besoin de l'accord de personne pour défendre les habitants du sud d'Israël. Sur ce sujet, ce que disent les Américains et l'Europe ne m'intéresse pas. Personne n'a de leçon de morale à nous donner», a-t-il déclaré. Il a ajouté «qu'il faut faire en sorte que le Hamas n'ait plus envie de nous tirer dessus. Si cela ne se produit pas, nous frapperons plus fort, jusqu'à ce qu'ils comprennent. Cela arrivera, c'est une question de temps et de patience, car l'armée a un plan d'action très clair».

## Le Canada prudent

En marge d'une conférence de presse sur l'économie, le premier ministre, Stephen Harper, s'est exprimé pour la première fois sur le sujet depuis le début de la récente crise au Proche-Orient: «Notre gouvernement est déjà clair, a répondu le premier ministre, hier, à Montréal. Nous voulons un cessez-le-feu efficace et durable dans ce conflit. Nous le demandons aux deux parties de ce conflit», a-t-il déclaré, ne dérogeant pas de la position annoncée plus tôt cette semaine par son ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, qui avait appelé à la trêve, tout en soutenant qu'Israël avait le droit de se défendre contre les tirs de roquettes du Hamas. Tout comme l'administration américaine, le gouvernement conservateur considère toujours le Hamas, élu dans la bande de Gaza, comme une organisation terroriste.

Le Devoir avec l'Agence France-

## EMPLOIS

SUITE DE LA PAGE 1

général de l'embauche dans les administrations publiques.

Pendant ce temps, au sud de la frontière, la situation a empiré une fois de plus. Le département du Travail a fait état hier d'un mois de décembre catastrophique, où 525 000 nouvelles pertes d'emplois ont mis une touche finale à la pire année depuis 1945, incitant les économistes à dire que le gouvernement doit appliquer au plus vite ses mesures d'aide à l'économie et aux travailleurs licenciés afin de limiter les dégâts.

«C'est un rappel brutal quant à l'urgence de prendre des mesures», a dit le président élu, Barack Obama, lors d'une conférence de presse en matinée. Un plan de relance de 775 milliards \$US est à l'étude au Congrès américain, contenant à la fois des mesures visant à créer de l'emploi et des baisses d'impôt pour séduire les républicains. «À l'évidence, la situation est très grave. Elle se détériore et cela exige de prendre des mesures immédiates», a ajouté le 44<sup>e</sup> président des États-Unis.

## Les effets au Québec

Les données de Statistique Canada montrent que cette récession dans laquelle se sont embourbés les États-Unis a maintenant des effets concrets de ce côté-ci de la frontière.

«La morosité a fini par rejoindre le marché du travail québécois en décembre», a

estimé Joëlle Noreau, économiste au Mouvement Desjardins, selon laquelle la première moitié de 2009 donnera lieu à de nombreuses pertes d'emplois.

Au Québec, le taux de chômage a augmenté de 0,3 point à 7,3 %. Entre autres, le secteur de la construction a vu 18 500 emplois partir en fumée, tandis que dans les commerces 17 000 personnes ont perdu leur travail.

Mais la pénurie de main-d'œuvre dans quelques créneaux et le vieillissement des gens aptes au travail limiteront à 8,2 % le taux de chômage au Québec et en Ontario, a prédit Mme Noreau. «C'est loin des sommets atteints lors de la récession du début des années 1990, qui se sont chiffrés respectivement à 13,3 % et 10,9 % en 1993.»

Au Canada, le taux de chômage s'est chiffré à 6,6 %, en hausse de 0,3 point de pourcentage depuis novembre. Lorsque 2008 a débuté, il se situait à 5,8 %.

La contre-performance du marché du travail canadien est attribuable à la disparition de 71 000 emplois à temps plein, a constaté Statistique Canada. Environ 36 000 postes à temps partiel ont vu le jour. «En 2008, toute la croissance de l'emploi a été attribuable au travail à temps partiel», a écrit l'agence.

## Ce que fera Ottawa

Chacun de leur côté, le ministre des Finances Jim Flaherty et le premier ministre Stephen Harper se sont dits préoccupés par les pertes d'emplois qui placent sur 2009. L'année sera «très diffi-

le», a dit M. Flaherty selon le compte rendu de plusieurs médias qui l'ont entendu parler à Thornhill, en Ontario.

Aux yeux de Sébastien Lavoie, économiste à la Banque Laurentienne, le ministre des Finances «prendra certainement bonne note» de la dégradation du marché du travail dans son prochain budget, prévu le 27 janvier.

«Il serait approprié d'introduire une réforme du programme d'assurance-emploi. Par exemple, une augmentation et un prolongement des prestations ainsi qu'une uniformisation de la période de qualification permettraient de cibler directement les régions et les ménages qui en ont le plus besoin, ce qui ne serait pas le cas avec une baisse d'impôt généralisée pour les particuliers», a dit M. Lavoie, dont les propos rejoignent ceux de plusieurs autres économistes, de même que le Conference Board et le Fonds monétaire international.

Lors de son passage à Montréal cette semaine, le ministre des Finances, Jim Flaherty, a mentionné que des ajustements au régime d'assurance-emploi figureraient parmi les pistes envisagées pour redonner du tonus à l'économie. Les syndicats, pour ne nommer qu'eux, demandent à Ottawa de faciliter l'admissibilité au régime.

Les spécialistes s'attendent en grande partie à ce que la Banque du Canada fasse passer son taux directeur de 1,5 % à 1 % lors de sa prochaine décision, le 20 janvier. Ce geste viserait à réduire le coût des emprunts pour les consomma-

teurs et les entreprises.

## Détérioration éclair

Lorsque l'année 2008 a débuté, le taux de chômage n'avait jamais été aussi faible. Mais les problèmes venus du sud de la frontière ont progressivement contaminé le marché du travail. Selon Statistique Canada, 98 000 emplois ont vu le jour entre décembre 2007 et décembre 2008, soit une augmentation de 0,6 %. Un an plus tôt, la création d'emplois s'était chiffrée à 358 000, pour une croissance de 2,2 %.

«Dans l'ensemble, nous croyons que le marché du travail canadien va perdre encore 250 000 emplois en 2009, faisant remonter le taux de chômage au-delà de 8 % d'ici la fin de l'année», a écrit dans une note de recherche Dina Cover, économiste à la Banque TD.

Aux États-Unis, les observateurs ont été surpris hier par l'augmentation rapide du taux de chômage, qui a touché un sommet de 16 ans en décembre, soit 7,2 %. La perte de 2,6 millions d'emplois en 2008, du jamais vu en plus de 50 ans, ne fera qu'alourdir la tâche qui attend l'administration de Barack Obama.

«Les consommateurs vont avoir de plus en plus peur de perdre leur emploi», a dit à l'agence Bloomberg l'économiste en chef d'IHS Global Insight, Nariman Behravesh. Le plan Obama a «besoin d'être gros, audacieux et rapide».

Le Devoir

## LE DEVOIR MD

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.

Renseignements et administration : 514-985-3333

## Comment nous joindre ?

## La rédaction

Au téléphone 514-985-3333  
Par télécopieur 514-985-3360  
Par courrier redaction@ledevoir.com

## La publicité

Au téléphone 514-985-3399  
Par télécopieur 514-985-3390  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344  
Par télécopieur 514-985-3340  
Par courrier avisdev@ledevoir.com

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322  
Par télécopieur 514-985-3340

## Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur 514-985-5967  
Par courrier abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800-463-7559

## L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346  
Par télécopieur 514-985-3390